

**Le Dimanche**  
de  
**Reboulx-Tourcoing**  
Hebdomadaire  
Illustré  
20 cent. à tous nos vendeurs  
et dépositaires.

# Journal de Reboulx

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS.....

Word et Ilustrophes.....	3 mois. 22.00;	6 mois. 40.00;	1 an. 75.00
Autres départements.....	23.00;	43.00;	80.00
Belgique.....	25.00;	48.00;	90.00
Union Postale: Tarif A.....	25.00;	48.00;	90.00
Union Postale: Tarif B.....	30.00;	55.00;	100.00

RÉDACTION.....

ROUBAIX.....	33 à 71, Grande-Rue. Tél. 237.52 237.53 237.54	CHAMBERS
TOURCOING.....	23, rue Cartier. Tél. 37	FOURMISTRAUX
LILLE.....	3, rue Pasteur. Tél. 539.21	POGTAUX
PARIS.....	28, Boulevard Poissonnière. Tél. Provence 11.84	ST LÉLIE
MOUCRON.....	108, rue de la Station. Tél. 5.64	

**ASTHME**  
SPECIALISTE  
RENOUVEAU  
Laboratoire scientifique  
de la  
**PHARMIE DU TRAVAIL**  
ROUBAIX  
Docteur VERRIER  
Recommandé par les  
Méd. Spécialistes

## M. Fernand Bouisson a constitué un Ministère de large union républicaine

LES SOCIALISTES, PRIÉS UNE FOIS DE PLUS D'Y ENTRER, ONT REFUSÉ LEUR PARTICIPATION

Le nouveau Cabinet est assuré d'obtenir les pleins pouvoirs financiers

IL COMPREND QUATRE MINISTRES D'ÉTAT : LE MARÉCHAL PÉTAIN, MM. HERRIOT, MARIN ET CAILLAUX

### D'abord, sauver le franc

« Tout même le vote hostile de la Commission des Finances, la chute de M. Flamin était prévue et le JOURNAL DE ROUBAIX avait laissé entendre que son successeur serait sans doute M. Fernand Bouisson, président de la Chambre.

Le siège des députés était fait quand le Président du Conseil, surmontant la souffrance physique et dans un appel pathétique, est venu adjoindre les « représentants du peuple » de lui donner les moyens de sauver le franc. Mais M. Flamin ne pouvait plus recueillir un succès d'estime.

Il faut bien le dire, un redressement de la situation au Palais-Bourbon n'était possible que si l'opinion française, dans sa majorité, se trouvait derrière le Gouvernement. Or, si le pays veut toujours de l'union des partis pour la sauvegarde des grands intérêts nationaux, il regrette que l'expérience dernière n'ait pas produit, faute de fermeté, d'énergie, d'initiative, des résultats plus tangibles. Il oppose les méthodes réalistes et courageuses d'un ministre des P.T.T., par exemple, aux hésitations et aux faiblesses du chef du Gouvernement.

M. Doumergue pouvait s'appuyer sur le levier de l'opinion, M. Flamin, non. Pourquoi l'expérience Flamin paraît-elle un échec sur le terrain de la politique intérieure ? C'est qu'il a manqué à l'homme d'Etat, d'ailleurs si bien doué, la volonté arrêtée de réaliser, envers et contre tous, les réformes essentielles de son programme. Sans le vouloir, M. Flamin a été le prisonnier de plusieurs de ses ministres et il s'est laissé manœuvrer trop souvent par les partis, même au-dessus de la tête de ses collaborateurs directs.

Les pleins pouvoirs qu'on lui a refusés pour combattre les spéculateurs et rétablir l'ordre dans notre budget, on les accordera certainement à son successeur, M. Bouisson. Et les gens qui, hier, criaient au fascisme parce que le Président du Conseil voulait



UNE RÉCENTE PHOTO DE M. BOUISSON (Ph. N.Y.T.)

agir vite, accepterait, demain, les indispensables méthodes de la dictature financière collective du nouveau Ministère.

Le principal, c'est que la bataille monétaire soit gagnée par le Gouvernement et que les mauvais citoyens qui ont tablé sur la défaite du franc, c'est-à-dire de la France, ne profitent pas de leur geste antinational.

Nous n'avons pas le temps de faire de la politique pour le plaisir, comme avant la guerre. Quand on aura sauvé le franc, rétabli l'équilibre budgétaire, redonné l'élan aux affaires, assuré la paix à l'extérieur et le calme à l'intérieur, alors, si le cœur leur en dit, les parlementaires pourront recommencer à se disputer pour des chiquenottes.

En attendant, rapprochons-nous et sentons-nous les coudes entre Français.

LOUIS DARTOIS.

### BILLET PARISIEN

## La formation du Cabinet Bouisson

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

Paris, 31 mai (Minuit).

A l'heure où nous écrivons ces lignes, le Ministère Bouisson est virtuellement constitué. Si la crise a été dénouée rapidement, ce n'est pas que le Président de la Chambre ait surmonté aisément les difficultés qui s'opposaient à sa tâche.

Ces difficultés consistaient surtout dans les exigences des groupes où M. Fernand Bouisson comptait recruter sa majorité.

Le grand Ministère d'Union nationale qu'il avait envisagé se révélait impossible par suite du refus des socialistes de collaborer avec les éléments modérés. Ce refus faillit un instant compromettre la formation du nouveau

ministère : les radicaux, compromis électoralement, en maintes circonscriptions, avec les internationalistes, ne se sentaient pas le courage nécessaire pour voter les pleins pouvoirs à M. Fernand Bouisson. Il fallut à celui-ci une grande force de persuasion pour décider le parti valoisien à soutenir son Gouvernement. Les pourparlers que le chef du nouveau Cabinet fut obligé d'entamer avec ce parti accaparaient la presque totalité de la journée.

Pour le décider à accepter les pleins pouvoirs, sans lesquels il n'est pas possible de défendre efficacement la monnaie contre les assauts de la spéculation et les menaces de la panique, M. Fernand Bouisson dut spécifier que son gouvernement se consacrerait à une œuvre de défense républicaine, ne demanderait à la Chambre une délégation de pouvoirs que pour en user en vue de la défense du franc, du redressement financier et de la rénovation économique du pays. En aucun cas, il ne détournerait ces pouvoirs de leur but et ne chercherait à s'en servir pour des réformes telles que la modification de la loi électorale et le renforcement de l'exécutif.

Il affirma encore au bureau du groupe radical que la session extraordinaire de la Chambre ne sera pas supprimée, que cette session, qui s'ouvrira normalement à la fin d'octobre ou au début de novembre, sera consacrée à la discussion du budget.

Enfin, il promit formellement au parti valoisien de réserver à ses représentants, avec la majeure partie des portefeuilles, ceux qui ont une importance particulière du point de vue politique : les portefeuilles de l'Intérieur et de l'Éducation nationale.

M. Fernand Bouisson ayant ainsi dissipé certains malentendus, les Valoisiens purent déclarer que des concessions leur avaient été faites. En réalité, aucune concession ne leur avait été faite sur l'essentiel, à savoir sur les pleins pouvoirs pour la défense du franc. Des concessions dans ce domaine, l'opinion ne les aurait pas comprises, car l'opinion, instruite par l'expérience, sait que le Parlement n'est pas toujours qualifié pour l'action rapide et efficace.

### Le nouveau Cabinet

Présidence du Conseil et Ministre de l'Intérieur : M. BOUISSON.  
Ministres d'État : Maréchal PÉTAIN, MM. HERRIOT, MARIN et CAILLAUX.

Affaires étrangères : M. P. LAVAL.  
Justice : M. G. FERNOT.  
Guerre : Général MAURIN.  
Marine : M. PIETRI.  
Air : Général DENAIN.  
Commerce : M. LAURENT-EYNAC.  
Finances : M. PALMADE.  
Éducation nationale : M. MARIO-ROUSTAN.  
Travaux publics : M. PAGANON.  
Colonier : M. ROLLIN.  
Travail : M. FROSSARD (socialiste).  
Pensions : M. PERFETTY.  
Agriculture : Le titulaire n'a pas encore pu être avisé.  
Santé publique : M. E. LAFONT.  
P.T.T. : M. G. MANDEL.  
Sous-secrétaire d'État à la Présidence du Conseil : M. CATHALA.

Le remplacement de M. William Bertrand, ministre démissionnaire de la Marine marchande, ne sera effectué qu'après son retour de New-York, où il doit représenter la France à l'arrivée de « Normandie ».

M. F. Bouisson ne se rendra pas à l'Élysée cette nuit ; il ne présentera ses collaborateurs au chef de l'État que dans la matinée.

### Le Président de la Chambre reçoit la mission de former le nouveau Cabinet

Dès 8 heures, les photographes et les journalistes envahissent la cour de l'Élysée, dans l'attente du président Fernand Bouisson, qui est allé prendre quelques heures de repos.

Un service d'ordre discret monte la garde devant le palais présidentiel et fait circuler les premiers curieux qui ont la tentation de s'arrêter devant l'entrée du palais et de guetter l'arrivée des personnalités politiques.

L'automobile de M. Fernand Bouisson



M. BOUISSON (Ph. N.Y.T.)



M. BOUISSON (Mond. Photo-Press)

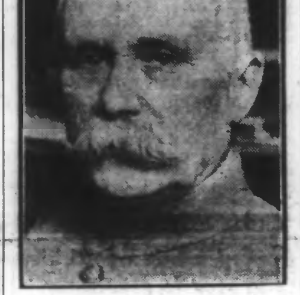
pénètre à 9 h. 5 dans la cour d'honneur et s'arrête devant la véranda.

Le Président de la Chambre en descend prestement ; il est souriant et dispos. Il s'agite, sans s'arrêter devant les objectifs, l'antichambre et est introduit auprès de M. Albert Lebrun.

### M. Fernand Bouisson va s'efforcer de réaliser l'union la plus large

En quittant l'Élysée, à 9 h. 30, M. Fernand Bouisson a fait, aux membres de la Presse, la déclaration suivante :

« Le Président de la République m'a demandé de former le Cabinet. Je lui



M. BOUISSON (Ph. N.Y.T.)

ai dit que M. Laval était plus qualifié que moi.

« M. Albert Lebrun a insisté. J'ai alors déclaré à M. le Président de la République que j'allais consulter les personnalités politiques, comme il est d'usage, et que je lui donnerai ma réponse le plus tôt possible. Mon intention est de faire un Cabinet de l'union la plus large. »

### Les visites protocolaires

M. Fernand Bouisson en quittant l'Élysée, s'est rendu au Luxembourg, pour rendre visite à M. Jeanneney, président du Sénat.

Il est venu, à 10 h., à la présidence du Conseil, où il a eu un entretien d'un demi-heure avec M. P.-E. Flamin.

### M. Fernand Bouisson réclamera les pleins pouvoirs sans discussion nouvelle

M. Fernand Bouisson a reçu ensuite successivement à la Présidence de la Chambre, MM. Edouard Herriot, Ernest Lafont et Barby.

En sortant de l'Hôtel de la Présidence où il avait été reçu en même temps que M. Edouard Herriot par M. Fernand Bouisson, M. Yvon Delbos, président du Groupe parlementaire radical-socialiste, a déclaré que le président de la Chambre avait convoqué le ministre d'État et lui-même pour le faire part de ses intentions.

M. Fernand Bouisson désire constituer un gouvernement s'appuyant sur une formation parlementaire aussi large que possible et qui comprendrait les socialistes S. F. I. O. M. Fernand Bouisson souhaite obtenir l'assentiment préalable et formel des groupes auxquels il fera appel et il désire que cet assentiment soit exprimé par le vote d'un ordre du jour.

M. Fernand Bouisson demandera le vote des pleins pouvoirs sans discussion nouvelle. En ce qui concerne particulièrement le parti radical-socialiste, M. Bouisson a demandé à M. Herriot de bien vouloir lui apporter sa collaboration. Le ministre d'État a répondu que les questions politiques devaient passer avant les questions de personnes. En ce qui le concerne personnellement, il apportera au nouveau chef du gouvernement sa collaboration, si la question politique préalable reçoit une solution.

### L'attitude des socialistes indépendants

Les trois groupes : Socialistes de France, républicain-socialiste et socialistes français, auxquels s'étaient joints quelques isolés, ont tenu une réunion commune mardi matin, sous la présidence de M. Alexandre Varenne. MM. Dési et Ernest Lafont ont rendu compte de leur entrevue avec M. Bouisson, qui leur a indiqué comme à MM. Herriot et Delbos, qu'il voulait s'appuyer sur tous les groupes et constituer avec leur appui un gouvernement qui demanderait les pleins pouvoirs.

(Lire la suite page 2.)

## AUX ARÈNES DE LUTÈCE



Pour la première fois, « un mystère » a été représenté aux Arènes de Lutèce, selon les règles du Moyen-Âge. Il avait pour titre : « Le Mystère du feu vivant sur les apôtres ». Il fait revivre l'ambiance colorée et pittoresque de ces mêmes représentations. Les principaux rôles étaient tenus par soixante acteurs et les enfants, au nombre de dix mille, étaient en même temps auditeurs et acteurs.

VOICI UNE SCÈNE DU « MYSTÈRE ».

## Trois sacs d'or valant 250.000 francs ont disparu la nuit, en gare de Lille

Un vol commis dans des circonstances assez curieuses dans une halle affectée en gare de Lille au stockage des marchandises pour le compte d'une entreprise de transports, a été découvert mercredi matin par un employé de l'entreprise. Trois sacs contenant 250.000 francs d'or ont été subtilisés après effraction de la cage roulante dans laquelle ils étaient enfermés.

### Tout un trésor dormait...

Mardi à 10 h. 50 à l'arrivée du train 351 venant de Paris, le personnel préposé au déchargement d'un fourgon à bogies recouvert du convoyeur, M. Duquesnoy, trouva huit colis composés de sacs d'or et de titres qui furent placés dans un des tricycles grillagés servant au transport des colis précieux entre les quais et la halle de transit.

M. Aubin Duvet, employé de la maison de transports, aidé de son collègue, M. Touillon, après le pointage des feuilles de route et des bordereaux accompagnant les douze colis, signa le déchargement. C'est à ce moment qu'il remit au convoyeur Duquesnoy. Le cadenas fermant la cage roulante fut posé par M. Duvet et comme le chariot était assez lourd à manœuvrer en raison de son chargement de pièces d'or, M. Touillon aide son collègue à pousser le véhicule vers l'entrée de la halle de la grande vitesse où un ultime contrôle fut fait par M. Leroux, commis aux valeurs en gare de Lille.

### Il sera sans doute difficile de retrouver l'auteur du vol

L'entreprise de transports fut, on le pense, alertée immédiatement et le directeur entreprit aussitôt une enquête personnelle et procéda à la reconstitution de l'arrivée du chargement. Les colis disparus contenaient une somme de 110.000 francs de louis d'or d'antiquaire, destinés à la Banque Costerman, rue du Molinet à Lille et environ 140.000 francs de pièces d'or pour d'autres établissements de crédit de Lille.

On convint de ne pas ébruiter la découverte dans l'espoir de trouver une bande dans le plus bref délai. Les premières recherches officielles étant sans résultat, on décida de téléphoner à M. Pressat, commissaire divisionnaire, chef de la police mobile qui recueillit les premiers renseignements et délégua par la suite les inspecteurs Roguery, Bismont et Prax pour commencer leurs investigations avec la plus grande discrétion. Toutefois, en raison du nombre important de déclarations qu'ils ont recueillies jusqu'ici, le bruit se répandit qu'une somme fabuleuse avait été volée en gare de Lille d'anciens annonaient plus d'un demi-million d'or disparu.

### Ce fut un jeu de soutirer trois sacs

La nuit, les équipes employées au déchargement des wagons de messageries travaillèrent jusqu'à quatre heures du matin à proximité du dépôt d'or.

## L'ex-policier Paul Mariani et ses complices devant la Cour d'appel de Douai

A en juger par le public clairsemé réuni vendredi à 9 h. dans la salle de la quatrième Chambre correctionnelle, le procureur Mariani a quelques peu perdu de son intérêt en passant de Lille à Douai. L'arrivée des deux prévenus dont la Cour doit seulement s'occuper le matin ne provoque aucune sensation. Les deux anciens policiers Paul Mariani et Vincent Hamel forment un curieux contraste. Le premier a une tournure avinée et élégante, l'autre est un solide gaillard.

### Une scène violente

Dès que les magistrats sont installés, le président Luro présente lui-même un rapport sur une scène de violence reprochée aux deux hommes. Ceux-ci sont inculpés d'actes de violence envers le chauffeur de taxi Derency, devenu d'après eux, indicateur de police. Les inculpés interrogés s'efforcent de minimiser les faits.

Tout de suite, M. Foucart présente une brève plaidoirie en faveur de Paul Mariani et demande l'acquiescement de son client.

M. Jacquin, défenseur de Vincent Hamel, abouit à la même conclusion.

M. l'avocat général Vermeulen estime que rien ne justifiait les violences de Mariani et de Hamel.

Le ministère public requiert la confirmation du jugement de Lille.

Arrêt à huitaine, conclut le président.

Le chantage Crosat

Paul Mariani doit maintenant répondre



M. FLAMIN, BRAS EN CHARGE, QUITTE L'HOTEL MATIGNON POUR SE RENDRE A LA CHAMBRE.



M. FERNAND BOUISSON SORT DE L'ÉLYSÉE, APRÈS AVOIR RENDU COMPTE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES PREMIERS RÉSULTATS DE SES CONSULTATIONS.